

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 16 novembre 1984

La séance est ouverte à 11 heures.

● (1105)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

ON DEMANDE POURQUOI LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROGRAMME D'ALLOCATIONS AUX CONJOINTS ÂGÉS NE S'ADRESSENT QU'ÀUX VEUF ET AUX VEUVES

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, le discours du trône prononcé le 5 novembre dernier contenait de belles et vagues promesses d'intentions dont la bonne foi et la crédibilité furent immédiatement remises en question lors de la présentation de l'énoncé économique du ministre des Finances (M. Wilson) qui suivit trois jours plus tard.

Permettez-moi de faire une démonstration à l'appui de mes propos. Dans le discours du trône il est dit ceci, et je cite:

En matière de justice sociale, mon gouvernement veut qu'il soit constamment tenu compte de l'évolution des besoins des divers segments de notre population.

Or, dans l'énoncé économique, le gouvernement conservateur annonce qu'il étendra le programme d'allocations aux conjoints et aux conjointes âgés de 60 à 64 ans, mais seulement aux veufs et veuves.

Nous sommes en droit de nous demander pourquoi la modification audit programme ne s'adresse qu'aux veufs et aux veuves. Qu'advient-il des séparés, des célibataires dans le besoin?

Si on examine les données publiées par Statistique Canada en 1981, les veufs et les veuves ne constituent que 4.7 p. 100 de la population alors que les séparés, divorcés et célibataires comptent pour 36.9 p. 100 de la population canadienne.

Le gouvernement se doit de rajuster son tir et de prendre en considération ces segments de la population qui sont oubliés car le gouvernement conservateur a encore une vision tronquée de la réalité.

* * *

[Traduction]

LES PARTIS POLITIQUES

LE PARTI LIBÉRAL DU CANADA—LES SÉQUELLES ÉLECTORALES

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, les affrontements et les récriminations qui divisent le parti libéral en déroute offrent vraiment un beau spectacle. Ayant été sacqués à juste titre par l'électorat canadien, voilà maintenant que les libéraux s'évertuent à détruire ce qui reste de leur parti par des chicanes et des querelles de famille du genre de celles qui opposaient l'ancien premier ministre (M. Trudeau) et l'actuel chef de l'opposition (M. Turner) sur la question de savoir lequel des deux est le plus responsable de leur défaite écrasante.

Nous trouverions tout cela bien amusant si ce n'était que, dans un régime parlementaire, il faut une opposition sérieuse, ce qui n'est malheureusement pas le cas à l'heure actuelle. Il est fort probable que, dans les années à venir, le parti libéral disparaîtra en tant que force politique qui compte. Que la poignée de libéraux qui restent se consolent toutefois, car ils passeront tous à l'histoire comme les derniers survivants d'une espèce qui a fait son temps.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—LA POSITION DU CANADA

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, un article du *New York Times* met à jour la duplicité de la politique canadienne à l'égard du Nicaragua. Il révèle qu'un navire de la Marine canadienne participe à des manœuvres d'une durée de dix-neuf jours dans la mer des Caraïbes avec vingt-cinq navires américains, des troupes d'infanterie et des troupes aéroportées et héliportées des États-Unis, de même que deux navires hollandais, un navire allemand et un navire britannique.

Le Canada se targue d'être neutre et objectif et d'appuyer les négociations de paix du groupe Contadora. Et pourtant, son gouvernement reste silencieux devant les vols que Reagan commande au-dessus de Managua, devant l'invasion par Reagan des eaux territoriales du Nicaragua, devant le financement des Contras par Reagan et devant les mensonges de Reagan au sujet de prétendus Mig.

Malgré les protestations de Canadiens vivant au Nicaragua, le Canada les envoie s'inscrire auprès de l'ambassade des États-Unis, soit l'ambassade du pays qui se prépare à envahir. Le Canada envoie un navire de guerre canadien participer à des manœuvres dans la mer des Caraïbes pour faire peur au Nicaragua ou pour aider à préparer l'invasion prévue par Reagan. La politique extérieure hypocrite du Canada est une honte.

* * *

L'ÉNERGIE

LA CONVERSION DES VÉHICULES AU GAZ PROPANE

M. Allan Pietz (Welland): Monsieur le Président, je tiens à signaler aujourd'hui à la Chambre une question qui me paraît importante pour les consommateurs aussi bien que pour les producteurs d'énergie. Il s'agit de carburants de rechange. A l'instar d'un bon nombre de Canadiens, j'ai trouvé encourageants le ton et l'orientation adoptés la semaine dernière par le ministre des Finances (M. Wilson) dans son exposé de politique économique. La réduction du déficit et une saine gestion fiscale sont les premiers pas dans la voie de la relance économique, et la gestion de nos ressources énergétiques ne peut qu'avoir une grande incidence sur cette relance.